

La légitime défense en droit international

Le principe majeur des relations internationales à l'heure actuelle est celui de l'obligation du règlement pacifique des différends (art.33 de la Charte des Nations Unies) et de l'interdiction du recours à la force (art.2§4).

Certains relèvent comme une faiblesse l'autorisation de recourir à la force. Mais même alors que le recours ordinaire à la force est illicite, il est réaliste de maintenir de façon restrictive et conditionnelle le droit de se défendre contre l'agression d'un État tiers.

La légitime défense est une faculté provisoire de riposte immédiate à l'agression, dans la mesure et pendant la durée nécessaires à la prise par le Conseil des mesures indispensables pour maintenir la paix et la sécurité internationales.

La légitime défense demeure donc intégrée dans le système de sécurité collective.

La légitime défense est une exception au principe de non-recours à la force et son extension pratique ne doit pas remettre en cause ce dernier principe.

Le problème est dans la paralysie partielle de l'organe exécutif de l'ONU, qui en pratique conduit à une extension non prévue des domaines où s'exerce la légitime défense.

Il y a eu toutes sortes de controverses entre juristes sur la légitime défense, au début de l'organisation des Nations Unies.

La légitime défense devrait-elle être réservée aux seuls membres de l'ONU?

Ce droit de légitime défense est-il subordonné à l'existence d'un droit subjectif violé chez les États qui y participent?

Malgré le principe que la légitime défense est fondé en droit international par la théorie d'un droit naturel **(I)**, il en est autrement quant à la pratique de cette exception du recours à la force **(II)**.

I) La légitime défense : théorie du droit naturel

A) Esprit de la légitime défense

Le concept de légitime défense a été introduit en droit international parallèlement à l'interdiction du recours à la force armée, dont il est la contrepartie. Il est cité dans plusieurs sources du droit international qui est entériné par la charte et inhérent à l'état.

Le premier pacte réel est le pacte de la Société des Nations (28 juin 1919) par lequel les États acceptent des restrictions au recours à la guerre. Il distingue guerres illicites et guerres licites, dont la légitime défense fait implicitement partie.

Dans le pacte Briand-Kellogg (26 août 1928), le recours à la force pour légitime défense est également admis.

Enfin, l'article 51 de la Charte des Nations unies (26 juin 1945), tout en explicitant le droit de légitime défense, l'étend à la légitime défense collective :

La mise en œuvre de ce droit est conditionnée par l'existence d'une agression armée.

Dans ce présent article, l'agression est définie comme « l'emploi de la force armée contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre État »

Selon l'art.5, la légitime défense est un « droit naturel » qui se limite au cas où un membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Les mesures prises par des Membres dans l'exercice de ce droit de légitime défense sont immédiatement portées à la connaissance du Conseil de sécurité et n'affectent en rien le pouvoir et le devoir qu'à le Conseil, en vertu de la présente Charte, d'agir à tout moment de la manière qu'il juge nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.

La légitime défense doit en effet être proportionnée à l'agression subie, elle-même définie comme l'attaque du pays par des troupes régulières ou (arrêt de la CIJ sur les activités militaires au Nicaragua, 1986) comme : l'envoi par un État ou en son nom de bandes et de groupes armés (...) contre un autre État d'une gravité telle qu'il équivaut à une véritable agression accomplie par des forces régulières.

L'usage en premier de la force constitue une présomption d'agression.

Ce droit de légitime défense est-il subordonné à l'existence d'un droit subjectif violé chez les États qui y participent? **(B)**

B) Légitime défense : un droit subjectif?

Face à une agression armée, les Etats ont un droit naturel à la légitime défense, qu'ils exercent individuellement ou collectivement dans le cadre d'une alliance préexistante ou de circonstance. En réalité, les États puisent dans la Charte la faculté objective des États tiers, la faculté objective d'intervenir aux côtés de l'État qui recourt à la légitime défense collective.

La légitime défense est entérinée par la charte, qu'il est inhérent à l'Etat, qu'il est préexistant à la Charte.

La légitime défense collective consiste en la faculté pour un État non directement agressé d'intervenir au nom d'accords de défense le liant au pays agressé. Il a été invoqué par les États-Unis au Liban en 1958, au Viêt Nam et à Saint-Domingue, contre le Nicaragua en 1985, et par l'URSS pour justifier ses interventions à Prague (1968) et en Afghanistan (1979). Pour justifier leur intervention au Viêt Nam, les États-Unis ont invoqué une notion de légitime défense permanente, justifiée selon eux, par les incursions continues de bandes armées venues du Nord. Cette notion n'a cependant jamais été consacrée en droit international public.

De toute façon, une telle exigence ne serait pas efficace dans la pratique, l'État intervenant pour évoquer la nécessaire protection de ses ressortissants résidant sur le territoire de l'État en proie à une crise ou bien la menace à la sécurité de ses troupes. Il y a même des traités bilatéraux d'alliance qui prévoient l'intervention, l'État de menace à la sécurité de ses troupes, de l'État A stationne sur le territoire de l'Etat B.

La conséquence en est que la légitime défense peut être exercée en dehors du cadre de la Charte et donc de ses contraintes institutionnelles (III)

II) La légitime défense: un droit encadré par la pratique

La légitime défense a été très largement critiquée à une réponse à une extension abusive de concept de légitime défense (A) qui retrouvera son utilité après les attaques terroristes perpétrées par al Qaida, le 11 septembre 2001 (B).

A) La légitime défense préventive : extension abusive du concept de légitime défense

Précisions au préalable la distinction fondamentale entre le concept de guerre « préemptive » et celui de guerre « préventive ».

Une légitime défense préventive s'attelle à lutter contre une menace plus stratégique sur les États unis et sur le monde.

Cette distinction assez ambiguë ne permet pas de répondre à toutes les controverses qui continue de peser sur la conception de légitime défense préventive.

En effet la Charte dispose en son article 2§4 que le recours à la force est interdite dans le cadre de résolutions des conflits . Mais cette norme est tempérée par l'article 51 de la Charte.

Cet article s'entend par l'idée d'une légitime défense par la riposte à une agression armée.

Certains estiment que le droit de légitime défense préventive découlerait de la souveraineté nationale que seul un vote au Conseil de sécurité pourrait contrecarrer.

Le droit international public serait inopérant s'il interdisait aux États de prendre des mesures nécessaires en cas de menaces graves pesant sur l'intégrité de son territoire.

Cependant depuis 2001, la légitime défense répond à la nouvelle évolution de la société internationale face à un nouvel ordre mondial de plus en plus instable (B).

B) La légitime défense et action anti-terroriste

En matière d'action anti-terroriste par contre, l'action en légitime défense soulève un certain nombre de questions.

La première a trait au problème de la qualification d'agression concernant ces actes. Dans le cas des attentats du 11 septembre, il fut considéré que " 6000 personnes tuées par des avions civils devenus des missiles n'est plus un acte de terrorisme mais une véritable agression armée ". Il pouvait donc en résulter la possibilité d'une réaction en légitime défense.

De ce fait, un nouveau cas de légitime défense internationale est intervenue avec l'action armée des États-Unis sur le territoire de l'Afghanistan à la suite des attentats du 11 septembre 2001.

La seconde a trait à la difficulté d'identifier les éléments matériels constitutifs d'une action terroriste avant que celle-ci n'atteigne son objectif. Il en résulte la nécessité de réfléchir aux conditions d'un rééquilibrage du poids respectif de l'élément matériel et de l'élément intentionnel au profit de ce dernier, au sein de la notion juridique d'agression. Il pourrait toutefois en découler un élargissement du champ d'application de la notion d'agression à l'activité de préparation et de planification des actes.

La troisième a enfin trait au problème de la pérennité de la tendance actuelle à l'élargissement de la notion de légitime défense du domaine de la simple neutralisation de l'agression à celui de la répression de l'acte sur le territoire d'un État tiers. La représaille armée étant interdite par le droit international, la question semble se poser de l'admissibilité de la notion de représaille armée défensive.